

# BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL

## Secteur tertiaire

### ÉPREUVE D'ÉCONOMIE-DROIT

## NOTE D'ACCOMPAGNEMENT DES SUJETS ZÉRO EN ÉCONOMIE-DROIT

### 1 – PRÉSENTATION DE L'ÉPREUVE

**Sous-épreuve écrite**

Durée : 2 h 00

Coefficient : 1

La sous-épreuve d'économie-droit vise à évaluer le niveau acquis par le candidat de compréhension et d'analyse de l'organisation économique et juridique de la société contemporaine, à travers l'analyse d'un dossier documentaire et la rédaction d'une réponse argumentée à une problématique posée. Elle permet de vérifier les compétences du candidat à :

- exploiter et analyser des documents de nature économique et juridique ;
- sélectionner des informations pour construire une réponse argumentée ;
- rédiger une réponse structurée à une problématique donnée en mobilisant les savoirs associés et le vocabulaire spécifique adéquat.

**Critères d'évaluation**

L'évaluation porte notamment sur :

- la pertinence de l'exploitation des documents de nature économique et juridique ;
- la maîtrise du cadre économique, juridique, réglementaire de la relation de travail dans une entreprise ;
- la qualité de l'analyse et des arguments mis en avant ;
- l'utilisation des vocabulaires appropriés face à une question posée.

**Modalités d'évaluation**

La sous-épreuve d'économie-droit est une évaluation écrite de deux heures. Elle comprend deux parties indépendantes. Le candidat :

- exploite un dossier documentaire guidé par un questionnaire ;
- rédige une réponse construite et argumentée à une question d'économie-droit.

Le candidat pourra illustrer ses réponses en se référant à la spécialité du baccalauréat professionnel présentée.

L'examineur attribuera au candidat une note sur 20 points.

Cette épreuve a été conçue pour placer le candidat en situation d'étude autour d'un questionnaire lié à une thématique économique et juridique. Pour cela, il est demandé au candidat d'exploiter un dossier documentaire à partir de consignes précises, puis de rédiger une réponse argumentée à une problématique posée.

Pour préparer cette épreuve, il est donc indispensable de poursuivre la réalisation des objets d'études sur l'ensemble du parcours de formation en économie-droit du lycée.

## **Extrait du programme d'économie-droit commun aux classes préparant aux baccalauréats professionnels tertiaires**

L'enseignement d'économie-droit contribue à la formation d'un élève capable d'exercer son esprit critique à l'oral et à l'écrit. L'objectif du professeur est d'accompagner l'élève dans la formulation de réponses argumentées à l'ensemble des questions soulevées par le programme. Pour ce faire, il oriente l'activité de l'élève afin que ce dernier acquière les capacités et les notions afférentes, dans toute la rigueur scientifique exigée par les deux champs disciplinaires. Dans ce cadre, il s'agit de contextualiser l'enseignement d'économie-droit à partir de différents objets d'études en lien avec l'actualité ou un secteur professionnel. La compréhension et l'exploitation d'articles de presse, de documents statistiques ou d'infographies sont réalisés en vue de construire une argumentation orale ou écrite. Pour cela, il importe d'amener l'élève à identifier et sélectionner en autonomie les informations essentielles et pertinentes afin de pouvoir ensuite les analyser. Ainsi l'élève pourra progressivement, au cours du cycle, se confronter à la rédaction de raisonnements longs répondant à des problématiques données. La structuration des séances autour de modalités pédagogiques variées permet de placer l'élève – seul, en binôme ou en groupe – au cœur de ses apprentissages et de favoriser son autonomie.

## **2 – CAHIER DES CHARGES ILLUSTRÉ PAR UN SUJET**

*Cette partie est illustrée par les extraits d'un sujet zéro (en couleur) : **Le rôle de l'État dans l'économie : l'exemple du plan vélo.***

Le sujet s'appuie sur une thématique économique et juridique à traiter. À partir d'un **contexte professionnel** explicité dans la page introductive, le sujet doit :

- proposer à la fois une dimension économique et une dimension juridique ;
- être construit autour d'une thématique clairement explicitée en introduction du sujet ;
- s'ancrer sur les notions économiques et juridiques présentes dans le programme
- permettre à l'élève :
  - de réinvestir à la fois des connaissances et des compétences méthodologiques mobilisées lors des objets d'études.
  - d'exposer une réponse structurée à une problématique liée à la thématique du sujet proposé.

Pour cela, le sujet propose au candidat différents travaux indépendants à réaliser en lien avec la thématique du sujet afin :

- d'exploiter et de s'approprier les différentes ressources du dossier documentaire,
- de rédiger une réponse structurée et argumentée à une problématique posée dans le cadre de la situation professionnelle.

### **2.1 – Un contexte économique et juridique en page introductive**

La page introductive a pour première fonction d'être un sas d'entrée dans le sujet. Toutefois, elle doit surtout permettre aux candidats de saisir des pistes de réflexion sur la thématique en vue de réaliser les différents travaux.

Pour cela, la page est structurée grâce à :

- **Une thématique** clairement explicitée dans le titre du sujet.

*Le rôle de l'État dans l'économie : l'exemple du plan Vélo*

- **Une présentation générale du contexte économique et juridique** de la thématique en lien avec l'actualité.

*La transition écologique nécessite de développer les modes de transport qui ne génèrent pas de pollution ou de gaz à effet de serre, tels que le vélo. Afin de promouvoir*

*l'utilisation du vélo dans les déplacements quotidiens, mais aussi pour que l'ensemble des ménages puissent s'équiper, l'État et les collectivités (régions, départements, intercommunalités et communes) développent des nombreuses initiatives et aides financières. Il en résulte depuis 2020 un nouvel engouement pour le vélo, renforcé par la crise sanitaire et la limitation des places dans les transports en commun. C'est donc toute une filière économique qui connaît une accélération de son développement.*

- **Une présentation de l'organisation** dans laquelle le candidat doit se situer : carte d'identité, information quant aux acteurs ou à l'environnement économique et juridique de l'organisation...

**Activité :** Communauté d'agglomération Gaillac Graulhet

**Raison sociale :** établissement public de coopération intercommunale (EPCI)

**Date de création :** 4 mai 2017

**Effectif :** 25 personnes

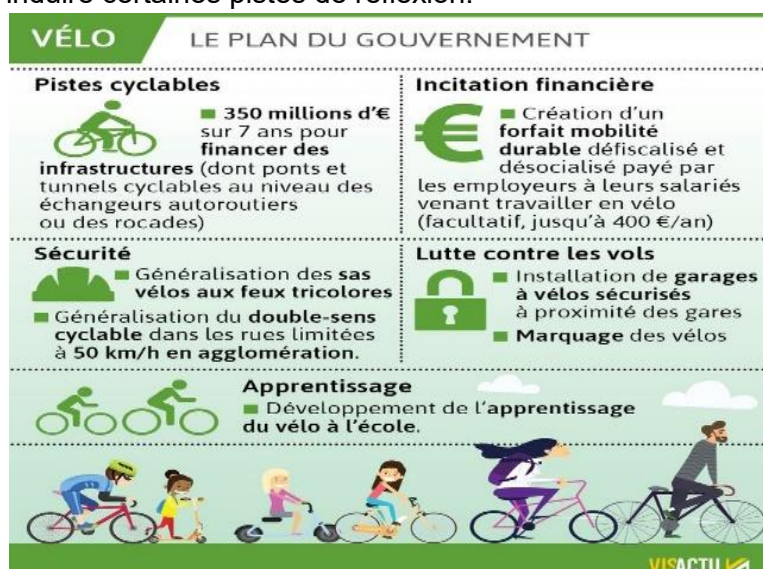
*Un citoyen, Monsieur GRANGIER, habitant dans cette zone géographique et gérant une entreprise de cycles « made in France » se présente à vous pour obtenir des informations concernant le plan vélo.*

*En effet, passionné de vélo, il vient de faire le choix pour ses déplacements quotidiens de ne plus emprunter les transports en commun tout en se refusant à utiliser sa voiture. Par ailleurs, avec le développement des pistes cyclables et la multiplication des dispositifs d'aides de l'État, il envisage d'une part d'étendre cette démarche à son entreprise et d'autre part de pouvoir communiquer dessus.*

- **Une proposition de posture** dans laquelle le candidat doit se projeter pour la réalisation des travaux.

*Vous êtes actuellement en période de formation en milieu professionnel au sein du service du développement économique de la communauté d'agglomération Gaillac Graulhet dans le département du Tarn.*

- **Diverses informations complémentaires** en lien avec le contexte et/ou la thématique permettant d'induire certaines pistes de réflexion.



- **Une problématique** posée impliquant une dimension économique et juridique.

*Quelles peuvent être les conséquences de l'intervention de l'État pour la filière vélo sur les différents acteurs économiques ?*

## **2.2 – Des travaux indépendants en lien avec le sujet**

### **2.2.1 – L'exploitation du dossier documentaire**

La première partie du travail à réaliser repose sur une partie méthodologique d'exploitation d'un dossier documentaire. L'objectif général est la vérification des connaissances et la maîtrise des méthodologies liées à la lecture, l'analyse et la compréhension des informations de différents types de documents. Il s'agira d'évaluer en économie et droit :

- la maîtrise de concepts fondamentaux (utilisation du vocabulaire économique et juridique à bon escient) ;
- la compréhension et l'explicitation de certains mécanismes (l'élève donne du sens aux faits qu'il doit observer ou commenter) ;
- la capacité à exploiter différents types de documents (textes, documents statistiques, infographies, photographies...).

Par ailleurs, il est attendu du candidat qu'il formule par écrit :

- des réponses structurées et justifiées ;
- des réponses étayées par des exemples du dossier et/ou de son observation de son environnement professionnel.

Et qu'il fasse preuve de :

- sa capacité à reformuler une plusieurs ou idées du dossier (sans paraphraser ;
- sa maîtrise de l'orthographe.

Le dossier support se compose de plusieurs documents variés (textes, documents statistiques, infographies, photographies...), présentant des dimensions économiques et juridiques de la thématique retenue. Le temps de lecture par le candidat ne doit pas excéder 20 minutes.

Les travaux proposés reposent et font référence impérativement au dossier documentaire. Il ne peut s'agir en aucun cas d'un questionnement sous la forme d'une simple question théorique.

Ils sont construits dans une démarche de recherche logique et progressive dans l'exploitation des documents. À titre d'exemple (non exhaustif), les tâches à effectuer peuvent être organisées ainsi :

- 1 - Analyse des documents (résumé d'un document, recherche des idées essentielles, compréhension de concepts...).
- 2 - Questionnements économiques et juridiques en lien avec la thématique et les informations du dossier, faisant appel à des explications, des définitions et des justifications théoriques.

Le candidat peut être invité à compléter un tableau ou une autre forme de document dans une annexe à remettre avec la copie.

***Afin de préparer au mieux l'étude qui vous permettra de renseigner votre usager, étudiez les documents 1 à 3 et répondez aux questions suivantes :***

- 1. Sur votre copie, résumez en 8 à 10 lignes les idées principales du document 1.*
- 2. À l'aide de vos connaissances, repérez les idées principales des documents 2 et 3 en complétant le tableau de l'annexe 1.*
- 3. À l'aide des documents et de vos connaissances, répondez sur votre copie aux questions suivantes :*
  - 3.1 - Quels sont les enjeux de l'engagement de l'État pour la filière vélo ?*
  - 3.2 - Dans quelle mesure la loi d'orientation des mobilités (LOM) s'inscrit-elle dans la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) ?*

## **2.3 – Une réponse structurée et argumentée à une problématique**

Le candidat est invité à répondre à une question posée qui est en lien avec la thématique générale du sujet, du dossier documentaire. Cette problématique porte généralement sur les aspects économiques et juridiques du sujet. L'écrit à réaliser doit permettre de traiter la problématique de manière structurée et argumentée.

Pour cela, il est proposé :

**- un rappel de la problématique à traiter** sous forme d'une question.

*Quelles peuvent être les conséquences de l'intervention de l'État pour la filière vélo sur les différents acteurs économiques ?*

**- une invitation du candidat à s'aider de ses connaissances, des documents du dossier, de son observation du monde socio-économique, et de son expérience de citoyen.**

*À l'aide vos connaissances et du dossier joint, vous rédigerez une réponse structurée et argumentée (en suivant le plan proposé) à la question posée par M. GRANGIER*

**- une guidance de l'élève pour rédiger son écrit.** Le candidat doit structurer ses écrits avec un plan apparent : introduction, parties à développer, conclusion.

➤ **Dans l'introduction**, il est demandé de :

- présenter la problématique en la resituant à l'aide d'une ou deux phrases dans son contexte économique et juridique ;
- repérer les concepts essentiels de la problématique pour les expliciter au regard de ses connaissances et en utilisant le vocabulaire économique et juridique à bon escient ;
- annoncer le plan proposé dans le libellé du sujet.

*Dans une introduction, présentez la problématique, explicitez ses concepts essentiels et annoncez le plan.*

➤ **Pour les parties à développer**

Le sujet propose de manière explicite les parties et sous-parties à traiter. L'élève doit retenir cette structure en rédigeant des liens entre chaque partie et sous-partie.

Pour chaque sous-partie, le candidat doit organiser ses idées de manière logique et structurée afin qu'une réflexion approfondie et judicieuse soit repérable. Par ailleurs, les idées émises doivent être justifiées par l'explicitation de certains mécanismes, la présentation d'exemples significatifs du dossier et/ou de l'observation du monde socio-économique. Il est également nécessaire que le candidat utilise un vocabulaire économique et juridique adapté.

I. *Des mesures pour promouvoir la mobilité vélo*

- *Une incitation pour les consommateurs à utiliser la mobilité vélo,*
- *Le rôle moteur des entreprises dans le développement de la mobilité vélo.*

II. *L'impact économique et environnemental de ces mesures*

- *Les impacts sur le marché du vélo,*
- *Le renforcement du volet environnemental de la responsabilité sociétale des entreprises.*

En conclusion, le candidat doit présenter un avis ou une réponse à la question posée par la problématique. Après avoir formulé sa position, il doit la justifier par plusieurs éléments issus des éléments de réponse formulés lors des différents travaux et/ou son observation du monde socio-économique. Une ouverture du sujet reste également très pertinente.

*Dans une conclusion, vous présenterez de manière synthétique et justifiée vos conseils à M. GRANGIER par rapport à ses attentes.*